



## **Élections présidentielles au Mali : un ravalement de façade**

Les élections présidentielles qui viennent de se tenir au Mali ne délivreront pas le peuple malien de la faim, de la corruption et de la pauvreté. Au contraire, elles ne font que renforcer l'emprise des prédateurs qui pillent les richesses du Mali et de son peuple.

Le vainqueur, Ibrahim Boubakar Keita (« IBK »), tout comme celui qu'il a affronté au second tour, Soumaïla Cissé, appartiennent tous les deux à la même classe, la bourgeoisie bureaucratique malienne, classe qui gère l'appareil d'État sous la dépendance de l'impérialisme français. Leurs parcours personnels sont à peu près les mêmes : études en France, carrières de hauts fonctionnaires au Mali ou dans la sous-région, ministres dans les années 1990 et 2000... Ce sont certes des experts, capables de gérer un État, mais pas au profit du peuple, au profit de l'impérialisme. L'un et l'autre ne sont que deux branches d'un même arbre pourri.

Comment peuvent-ils se prétendre être les candidats de la rénovation, alors qu'ils sont des créatures de l'impérialisme français et qu'ils sont de vieux piliers de l'appareil d'État malien à son service ? Tout les deux, lorsqu'ils ont été ministres, ont mis en application les « Programmes d'ajustement structurel » voulus par les institutions internationales, et ont dirigé la répression des mouvements étudiants et populaires. L'un se prétend « socialiste », l'autre « libéral ». Ils ont fait des promesses au peuple, mais en réalité, leurs programmes différaient peu. Que l'un ou l'autre l'ait emporté, cela n'eût pas changé grand chose.

« IBK » était le candidat « semi-colonial semi-féodal » par excellence, puisque soutenu à la fois par le gouvernement français et les autres gouvernements impérialistes, et en même temps par la majeure partie des classes réactionnaires locales. IBK est, depuis des années, lié au Parti socialiste à travers l'Internationale Socialiste, dont il a été vice-président. Par ailleurs, le clergé musulman regroupé au sein du « Haut conseil islamique », aussi bien hanafite (le culte traditionnel) que wahhabite (lié à l'Arabie Saoudite), avait officiellement appelé à voter pour lui.

Ce scrutin précipité a été voulu par la France, épaulé par les autres forces impérialistes et les États fantoches de la région, pour renouveler le régime néo-colonial du Mali, tombé en déliquescence après le coup d'État militaire qui avait renversé le régime d'Amadou Toumani Touré (« ATT ») en mars 2012. A l'époque d'« ATT », le Mali était présenté comme un modèle de démocratie en Afrique par la propagande bourgeoise. En réalité, il était un des États les plus corrompus et fragiles de la région.

L'élection elle-même n'a été qu'un simulacre, organisé dans la plus grande précipitation. En effet, plusieurs centaines de milliers de Maliens réfugiés ou émigrés à l'étranger n'ont pas pu voter. En France, sur 200 000 résidents maliens, seuls 29 000 ont finalement pu s'inscrire sur les listes

électorales. Dans le pays même, sur 3,5 millions de votants, plus de 400 000 suffrages ont été jugés non-valides, soit plus d'un bulletin sur dix. Difficile de savoir ce qui relève respectivement de la désorganisation ou de la fraude.

Malgré tout cela, le gouvernement français et les médias bourgeois français affirment que l'élection a été démocratique. Car pour l'impérialisme, l'important était de légitimer le nouveau régime à son service. La libre expression de la volonté populaire n'est pour lui acceptable que dans la mesure où elle s'accorde avec le maintien de sa domination.

L'OCML-VP affirme qu'il n'y a pas de solution pour le peuple malien sans rejet total de l'impérialisme, sans confiscation de ses intérêts ni mise à bas du régime et des hommes à son service. Mais pour que les peuples puissent se délivrer de l'impérialisme, le soutien des prolétaires et des communistes des métropoles est primordial. Nous répétons, en tant que communistes de France, que notre ennemi principal est notre propre impérialisme, qui est un des premiers oppresseurs des peuples du monde à travers ses interventions militaires, économiques et politiques, particulièrement en Afrique.

**Troupes françaises hors du Mali ! Retrait immédiat et sans conditions de tous les soldats français d'Afrique !**

**A bas la dette ! Annulation sans conditions de toutes les dettes contractées au profit des États et institutions impérialistes !**

**Le Mali au peuple malien ! Les peuples dominés ont toujours raison de se révolter contre l'impérialisme !**

*Le 18 août 2013*

*OCML-VP - BP 122 - 93403 Saint-Ouen Cedex  
contact@vp-partisan.org www.vp-partisan.org*